



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

PÉNURIE DE CARBURANTS

Question au Gouvernement n° 167

Texte de la question

PÉNURIE DE CARBURANTS

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Paul Mattei.

M. Jean-Paul Mattei. Madame la Première ministre, à l'heure où je vous parle, 30 % des stations-services sont à sec.

M. Olivier Falorni. C'est vrai.

M. Jean-Paul Mattei. Je sais votre implication personnelle, depuis plusieurs semaines, pour sortir de ce conflit qui pénalise l'ensemble des Français, à la ville comme à la campagne : ce matin encore, c'est une infirmière qui n'a pas pu se rendre chez ses patients leur prodiguer des soins pourtant très attendus ; c'est un agriculteur qui est à court de gazole pour accomplir ses travaux d'automne ; c'est un salarié qui, habitant en milieu rural, n'a pu rejoindre son entreprise.

Pourtant, les négociations ont eu lieu entre les entreprises concernées et les syndicats. Certains ont d'ailleurs estimé que les résultats obtenus étaient satisfaisants...

Un député du groupe RE . Eh oui !

M. Jean-Paul Mattei. ...et d'autres bloquent encore, comme chez Total, malgré un accord majoritaire. Cela revient à prendre la France et les Français en otage. (*« Oh ! » sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*) Comment imaginer que dans une démocratie, une centaine de personnes parvienne ainsi à bloquer une partie du pays ? (Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR.)

Mme Catherine Couturier. Vous parlez des membres du Gouvernement ?

M. Jean-Paul Mattei. L'équilibre de notre société est fragile. Nous avons besoin d'apaisement et nous apportons aujourd'hui les meilleures réponses possibles : le taux d'inflation en France est le plus bas d'Europe ; l'État a protégé le pouvoir d'achat depuis 2020 et les Français le savent.

Un député du groupe RE . Eh oui !

M. Jean-Paul Mattei. En revanche, ce que les Français ne comprennent pas, c'est lorsque les résultats de leur entreprise, parfois importants, ne sont pas répartis justement et que les salariés n'en bénéficient pas aussi.

M. Olivier Falorni. Tout à fait !

M. Jean-Paul Mattei. Madame la Première ministre, vous avez eu le courage de prendre un certain nombre de réquisitions. Il faut désormais montrer aux Français que nous les entendons pour sortir de ce conflit au plus vite, pour rendre à chacun ce droit fondamental qu'est celui de se déplacer et leur garantir que la France gardera toujours comme boussole la justice sociale, qui assure la cohésion de notre société et la préservation de nos talents. (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem, RE et HOR.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme la Première ministre.

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Je mesure pleinement les difficultés de millions de Français qui, aujourd'hui encore, sont pénalisés par le mouvement de grèves dans les dépôts pétroliers et les raffineries. Ce sont des Françaises et des Français qui ont besoin de leur véhicule dans leur quotidien ou pour se rendre au travail ; ce sont des personnes âgées, vous l'avez dit, qui craignent de ne pas recevoir la visite d'un infirmier ou d'une aide à domicile ; ce sont aussi des familles qui s'inquiètent, à quelques jours des congés de la Toussaint.

Depuis plusieurs semaines, en lien avec le Président de la République, le Gouvernement est pleinement mobilisé et je veille personnellement à l'implication de tous les services de l'État dans la cellule interministérielle de crise que je réunis quotidiennement.

Dès les premiers jours du conflit, nous avons agi : ainsi, nous avons libéré les stocks stratégiques de l'État, augmenté les importations et permis l'ouverture des dépôts et les livraisons pendant le week-end. Mais, nous le savons, la situation provoque beaucoup d'inquiétude et l'augmentation des livraisons, avec un doublement dans certaines régions, ne permet pas de pallier la hausse de la demande liée à cette inquiétude.

Il est donc indispensable de sortir de ce conflit et je suis intervenue personnellement pour que le dialogue social ait lieu chez Total et chez Esso.

M. Thibaut François. Quel succès !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Dans ces deux entreprises, les négociations salariales ont débouché sur la signature d'accords par des syndicats représentant la majorité des salariés. Dès lors, il n'est pas acceptable qu'une minorité continue de bloquer le pays (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RE, Dem et HOR*) et il est temps que le travail reprenne.

C'est pourquoi, en responsabilité, j'ai demandé aux préfets de réquisitionner les salariés nécessaires au fonctionnement de certains dépôts. (*Mêmes mouvements.*) Grâce à la sortie du conflit chez Esso, grâce à l'ensemble des mesures que nous avons prises,...

M. Jocelyn Dessigny. Depuis les dernières annonces, il y a encore plus de grèves !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. ...nous connaissons une amélioration sensible de la situation. Sur le plan national, moins de 25 % des stations-services étaient en rupture à midi, contre 30 % le week-end dernier. Dans les Hauts-de-France, le nombre de stations en rupture est passé de 55 % à 18,5 % ce matin. En Île-de-France, les produits pétroliers arrivent de nouveau. Nous devons relever le défi de la logistique et je peux vous assurer que les services de l'État sont mobilisés pour appuyer ces organisations. Dans cette région, le nombre de stations-services en rupture a baissé de quatre points depuis hier.

M. Patrick Hetzel. Cela devenait urgent !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Je voudrais saluer particulièrement les transporteurs routiers qui sont pleinement engagés en Île-de-France pour nous aider à sortir de cette situation difficile. Enfin, avec le déblocage du dépôt de Feyzin, nous devrions obtenir une amélioration sensible en Auvergne-Rhône-Alpes.

Je sais que la situation est encore loin d'être satisfaisante pour beaucoup de Français et que des disparités

fortes existent entre les territoires. J'appelle de nouveau les salariés grévistes à se montrer responsables et à reprendre le travail. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes RE, Dem et HOR.*) Pour notre part, nous continuerons à agir et à intervenir sur les points de blocage. Les services de l'État seront mobilisés jusqu'au retour à une situation normale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Mattei](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (2^e circonscription) - Démocrate (MoDem et Indépendants)

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 167

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Première ministre

Ministère attributaire : Première ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 octobre 2022

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 octobre 2022